

COMMUNIQUÉS POLICY

No.1 • MAY 2002

DE PLANIFICATION ET DE FINANCES

Arriver à la sécurité contraceptive : aspects liés aux politiques

- *Tous les pays profiteront de politiques favorables aux questions de sécurité contraceptive—peu importe qu'ils dépendent de l'assistance externe, qu'ils soient sur le point de devenir auto-suffisants ou qu'ils puisent déjà dans leurs propres ressources.*
- *Sensibilisation, plaidoyer, dialogue ouvert et informé en matière de politiques et planification stratégique sont autant d'éléments nécessaires pour renforcer le contexte de politiques pour la sécurité contraceptive.*
- *Diverses parties concernées des secteurs tant public que privé doivent concourir au dialogue et à la planification portant sur la sécurité contraceptive et chacun assume un rôle unique dans le cadre de ce processus.*



Les communiqués POLICY de planification et de finances, série de résumés de politiques, présentent les résultats et implications des activités de recherche soutenues par POLICY. La série vise à attirer l'attention sur l'importance de mettre en place un contexte de politiques favorables qui encourage un financement adéquat des programmes de PF/SR/SIDA.



Arriver à la sécurité contraceptive : aspects liés aux politiques

Un contexte de politiques favorisant la prévision, le financement, les achats et la fourniture de contraceptifs de manière juste et équitable à toutes les femmes et à tous les hommes qui en ont besoin est une condition préalable et indispensable de la sécurité contraceptive.

La sécurité contraceptive existe dans un pays quand toutes les femmes et tous les hommes qui ont besoin de contraceptifs et qui souhaitent les utiliser sont en mesure de les obtenir. Les politiques soit entravent, soit favorisent l'obtention de la sécurité contraceptive. Il existe une relation dynamique entre le contexte de politiques, les fonctions de logistique et de gestion quant à la fourniture des produits et services contraceptifs et la sécurité contraceptive. Généralement, on accorde plus d'attention à la logistique et à la gestion qu'aux questions de politiques dans le cadre des activités déployées pour promouvoir la sécurité contraceptive. Toutefois, on se rend de plus en plus compte de l'importance d'un contexte de politiques favorables en tant que pivot essentiel pour arriver à la sécurité contraceptive. Le présent résumé d'orientation se concentre sur les aspects clés des politiques liées à la sécurité contraceptive et décrit comment les interventions de politiques sont essentielles pour arriver à la sécurité contraceptive.

L'engagement politique et les bonnes politiques revêtent une importance clé

Un contexte de politiques favorable à la sécurité contraceptive est caractérisé d'une part par de solides politiques et d'autre part, par l'engagement de mettre celles-ci en œuvre. L'engagement a le plus de chance d'exister quand les parties concernées au sein du pays ont un sentiment d'appartenance et d'appropriation face au plan de sécurité contraceptive. En effet, l'engagement est nécessaire au niveau politique ainsi qu'aux niveaux bureaucratique, des programmes et de la société civile. L'engagement au niveau politique confère un mandat aux ministères et autres organismes bureaucratiques, leur demandant de formuler et de soutenir des politiques favorables. Les planificateurs obtiennent l'information nécessaire pour formuler de solides politiques, tant au niveau plus vaste des politiques que sur le plan opérationnel. Les responsables des programmes mettent en œuvre des politiques et constituent une source importante d'information révélatrice de feed-back qui est nécessaire pour le processus itératif de mise au point et de perfectionnement des politiques. L'engagement au niveau de la société civile vérifie que les bonnes connexions sont forgées entre politiques et programmes de sorte à ce que de

solides politiques soient créées, exécutées correctement et améliorées, le cas échéant.

Un cadre de politiques pour la sécurité contraceptive

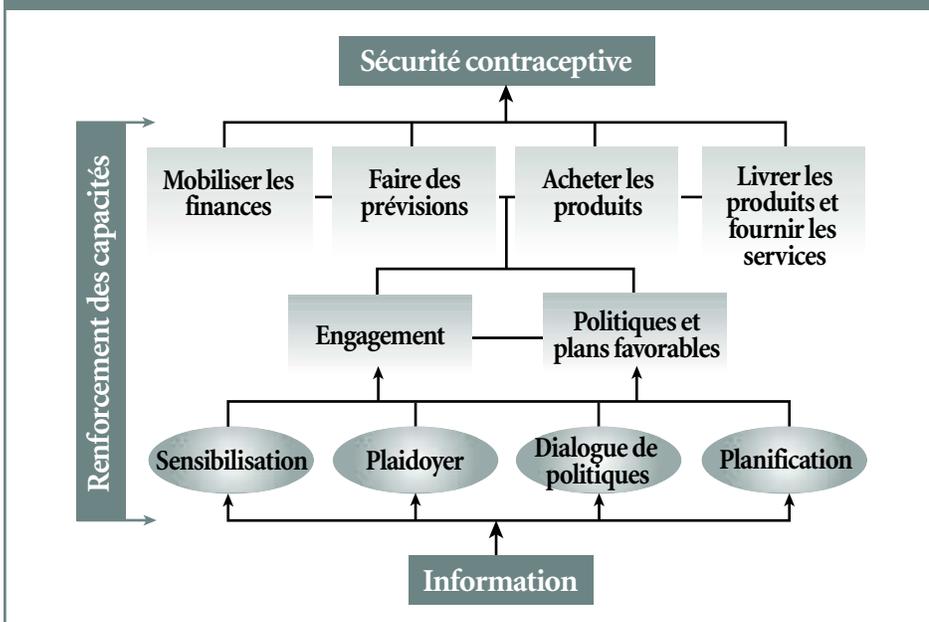
Quatre éléments doivent être envisagés pour renforcer le contexte des politiques et le rendre plus favorable à l'obtention de la sécurité contraceptive: sensibilisation, plaidoyer, dialogue de politiques et planification (Figure 1). Ces éléments peuvent être utilisés en combinaison ou indépendamment, suivant les besoins particuliers d'un pays. Outre les quatre éléments, deux composantes intercroisées contribuent également au renforcement du contexte de politiques. La mise en place d'une base d'information adéquate et son utilisation au sein du processus de politiques constitue une composante d'importance critique de la formulation et de la planification de politiques fondées sur des données probantes. Le renforcement des capacités est probablement nécessaire au niveau de la formulation des politiques et aux niveaux de la logistique et de la gestion pour améliorer la palette de compétences des parties concernées intervenant au niveau de la sécurité contraceptive. Les sections suivantes examinent chacun des quatre éléments de politiques, y compris l'information et les compétences intercroisées nécessaires pour l'application de l'élément.

À l'instar de la formulation des politiques, le processus de renforcement du contexte des politiques n'est pas linéaire. La prévision, le financement, les achats et la fourniture de biens et services doivent se dérouler alors que les politiques et plans continuent d'évoluer.

Le présent numéro des *Communiqués POLICY de planification et de finances* a été préparé par Jeffrey Sine et Suneeta Sharma, avec des apports techniques de Kokila Agarwal, Harry Cross, Varuni Dayaratna, Jeff Jordan, et Carol Shepherd. Les auteurs souhaitent remercier Liz Schoenecker et Monica Kerrigan, Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), pour leur examen attentif et commentaires constructifs et pour leur soutien en général tout au long de l'élaboration des résumés. Les vues et opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas forcément celles de l'USAID.

Le Projet POLICY est financé par l'USAID aux termes du contrat HRN-00-00-00006-00 et il est mis en œuvre par le Futures Group International en collaboration avec le Research Triangle Institute (RTI) et le Centre for Development and Population Activities (CEDPA).

FIGURE 1 :
Cadre de politiques pour arriver à la sécurité contraceptive



effort déployé pour augmenter le soutien politique accordé à l'action bureaucratique. Les activités peuvent également cibler les organisations de la société civile dont les groupes commerciaux, les encourageant à revendiquer l'action politique. Dans tous les cas, les cibles des activités de sensibilisation sont choisies sur la base de leur intérêt clair et apparent aux questions de sécurité contraceptive et leur capacité à influencer les processus de prise de décisions et de formulation de politiques (voir Encadré 1).

La sensibilisation attire l'attention sur la sécurité contraceptive et pose les fondements nécessaires au dialogue et au plaidoyer en matière de politiques. Elle crée l'accès à l'information d'importance critique sur laquelle reposent les décisions (décideurs) ou le plaidoyer organisations non gouvernementales (ONG). L'emploi novateur de méthodes analytiques, telles que la segmentation du marché et l'analyse des prévisions, peut aider les parties concernées à comprendre les aspects suivants :

- taille du marché des contraceptifs ;
- qui approvisionne les contraceptifs à qui (parts du marché public/privé, populations cibles et équité) ;
- qui n'est pas desservi (besoin non satisfait) ;
- comment le marché est-il supposé croître dans cinq à dix ans ;
- mesure dans laquelle les systèmes public et privé ont la capacité de répondre à la croissance escomptée de la demande ; et
- stratégies pour garantir que les produits contraceptifs répondent aux besoins actuels et prévus.

Les résultats les plus importants des activités de sensibilisation sont les suivants : les parties concernées clés doivent comprendre la sécurité contraceptive, la question doit être portée au programme des politiques nationales et les parties concernées dans un pays ont un sentiment

ENCADRÉ 1. Publics cibles pour les activités de sensibilisation

Public	Influence
Division planification familiale (PF) ministère de la Santé (MS)	Responsable de l'approvisionnement contraceptif
Ministère des Finances (MF)	Responsable de l'affectation budgétaire
Division de soins primaires MS	A besoin des produits pour son réseau de structures sanitaires
Législateurs femmes	Plaidoyer pour obtenir les produits
Organisations non gouvernementales (ONG)	Plaidoyer pour les actions de politiques adéquates
Sociétés pharmaceutiques	Possibilités de nouveaux créneaux et marchés plus importants
Bailleurs de fonds	Intérêt propre dans les politiques au niveau national
Consommateurs	Influence sur les dirigeants politiques

Sensibilisation et le programme de politiques nationales

Avant que le changement puisse se faire, les décideurs doivent reconnaître qu'il existe un problème ou un éventuel problème et doivent comprendre les conséquences du problème du point de

vue sécurité contraceptive. En élargissant la base de ceux sensibilisés au-delà des décideurs d'un pays, on arrive à accélérer le processus décisionnel et souvent, à améliorer la qualité des décisions prises. Par exemple, les activités de sensibilisation peuvent viser les législateurs dans un

d'appartenance face à la question et sont prêtes à s'engager dans le dialogue et la planification de politiques. L'Encadré 2 présente des exemples de déclarations utilisées pour sensibiliser davantage aux questions liées à la sécurité contraceptive.

Le plaidoyer soutient les activités de sensibilisation et maintient sur la bonne voie le processus de politiques et de planification

Le plaidoyer est un ensemble de mesures ciblées et systématiques visant un groupe particulier de parties concernées et de décideurs en vue d'attirer l'attention sur telle question de politiques et d'influencer les décisions liées aux politiques, l'octroi de fonds ou les programmes. En tant que complément naturel des activités de sensibilisation, le plaidoyer porte les questions de sécurité contraceptive au programme des politiques nationales.

Ceux qui font du plaidoyer sont souvent des dirigeants d'organismes du secteur public et sont fréquemment appelés des « champions » de politiques. Ils cherchent à influencer leurs collègues et superviseurs du secteur public pour obtenir un soutien pour les décisions, politiques et ressources qui encouragent un approvisionnement sûr en contraceptifs (voir Encadré 3).

Les ONG peuvent également jouer un rôle très important au niveau du plaidoyer pour la sécurité contraceptive. Armées d'information, elles veillent aux processus de prise de décisions et de formulation de politiques, vérifiant que la question continue à occuper un rang prioritaire au programme national. Elles suivent l'action bureaucratique et font avancer le processus quand celui-ci se heurte à des obstacles ou quand l'effort tend à se relâcher. Elles évaluent la qualité des décisions et engagent les décideurs quand les décisions ne sont pas à la hauteur des besoins pour répondre à la sécurité contraceptive. Elles demandent des

ENCADRÉ 2. Les déclarations de sensibilisation attirent l'attention sur les questions de sécurité contraceptive

- L'USAID a annoncé son intention d'éliminer progressivement son assistance au secteur de la santé dans les huit années à venir en Egypte.
- Les stocks de condom dans les dépôts du MS en Turquie sont épuisés et ils n'arrivent plus à approvisionner les structures sanitaires.
- La demande de contraceptifs au Népal a augmenté en moyenne de plus d'un point de pourcentage par an ces dix dernières années et nous arrivons aux limites du soutien des bailleurs de fonds pour les fournitures contraceptives.
- En Roumanie en 2000, le stock existant de contraceptifs gratuits suffisait tout juste pour répondre à 15 % des besoins d'un groupe cible désigné.
- L'approvisionnement de condoms au Kenya risque de connaître des pénuries de stock suite à un système d'approvisionnement fragmenté qui ne fonctionne qu'en cas de crise.

Sources : Khalifa et al., 2001 ; Projet POLICY, 2001 ; Agarwal, 1998 ; Dayaratna et al., 2001

ENCADRÉ 3. Exemples d'intervenants et d'actions de plaidoyer

- KIDOG, Turquie – le réseau national des ONG défendant les droits des femmes a rencontré le président du pays en 1999 pour obtenir une directive au MS demandant que des fonds soient octroyés pour l'acquisition de contraceptifs.
- Groupe multisectoriel, Kenya – les activités de plaidoyer d'un groupe dont les bailleurs de fonds et autres parties concernées ont permis d'arriver à un engagement important de ressources de la part du Gouvernement kenyan.
- Défenseurs des politiques et ONG, Roumanie – les activités de plaidoyer ont obtenu un soutien de haut niveau pour une initiative liée à la sécurité contraceptive. En août 2000, le Premier ministre a signé un décret gouvernemental stipulant la première affectation budgétaire aux produits contraceptifs en Roumanie.
- POPCOM et département de la Santé (DS), Philippines – ont aidé à mobiliser les organisations publiques et privées qui soutiennent l'octroi de ressources au programme PF/santé reproductive (SR) et l'exécution d'un projet local de plaidoyer.

Source : Projet POLICY, 2001

comptes aux gouvernements, exigeant justesse et équité au niveau de l'utilisation des ressources publiques. Certes, il est préférable que les responsables du plaidoyer travaillent de pair avec les responsables des programmes de santé reproductive du secteur public, mais les plaideurs des ONG sont plus susceptibles d'adopter un rôle d'adversaire quand les décideurs ne prennent pas l'action nécessaire et quand les approches de

collaboration ne sont pas à la hauteur.

Peu importe que les responsables du plaidoyer travaillent au sein d'organisations du secteur public ou à l'extérieur de celles-ci, ils ont besoin d'un apport constant d'information sur le marché des contraceptifs et sur l'évolution de la formulation de politiques. Souvent, ils ont également besoin de formation pour acquérir les compétences liées au leadership et au plaidoyer, ainsi que de

soutien pour planifier et exécuter des campagnes de plaidoyer, surtout dans les pays où, par le passé, les bureaucrates n'avaient guère l'habitude d'assumer des rôles de « champions » ou défenseurs des politiques. Le plaidoyer joue également un rôle important tout au long du processus de dialogue et de planification des politiques.

Le dialogue en matière de politiques permet d'arriver au consensus nécessaire pour la prise de décisions liées à la sécurité contraceptive

Le dialogue en matière de politiques réunit des groupes de parties concernées pour obtenir le consensus nécessaire pour prendre une action qui améliorera la sécurité contraceptive et pour définir et débattre des avantages des politiques qui émergent tout au long du processus.

Le dialogue en matière de politiques est un mécanisme qui crée consensus, appartenance et engagement au sein d'un ministère de la Santé, de manière plus générale au sein du gouvernement, et de portée encore plus vaste au sein de la société, y compris le secteur privé. Ce dernier doit jouer un rôle pivot si l'on veut répondre adéquatement aux besoins de sécurité contraceptive et la société civile doit être un gardien vérifiant que l'engagement est maintenu. Il est particulièrement utile d'engager le secteur commercial comme partenaire à part complète au dialogue et à la planification. En effet, sa participation est un moyen de sensibiliser les décideurs aux divers aspects et politiques qui influencent la capacité du secteur commercial à fournir des services de haute qualité aux clients. L'Encadré 4 présente des exemples de forums pour

le dialogue de politiques sur la sécurité contraceptive qui ont bien réussi dans divers pays.

Les symposiums nationaux sont utiles pour arriver à un vaste consensus entre des représentants publics, privés et des ONG pour dire que la sécurité contraceptive doit occuper une place prioritaire au programme des politiques sanitaires nationales. Souvent, des hauts représentants du secteur public annonceront leur soutien pour la sécurité contraceptive lors de symposiums nationaux et, en général, les participants trouvent qu'il est facile de convenir d'une vision générale sur les rôles des secteurs public et privé, notamment la meilleure manière d'utiliser les subventions publiques. Toutefois, il est très important que ces grandes réunions soient suivies de séances plus ciblées sur le dialogue

ENCADRÉ 4. Forums de dialogue en matière de politiques

Forum de dialogue en matière de politiques	Participants	Résultats prévus
Symposium national	Leaders publics, privés et des ONG	<ul style="list-style-type: none"> ■ Sensibilisation générale ■ Engagement ■ Cadre de planification
Groupes de travail interministériels	Responsables des ministères de la santé, des finances et du plan	<ul style="list-style-type: none"> ■ Paramètres de sécurité contraceptive ■ Processus de planification ■ Partenaires de planification
Groupes de travail internes	Responsables du MS, des services PF/SR, soins primaires et services préventifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ Consensus sur les buts et les responsabilités ■ Formulation de politiques et directives opérationnelles
Ateliers et réunions consultatives	Responsables administratifs et du secteur de la santé ; groupements féminins ; ONG ; législateurs ; personnel des soins de santé ; responsables du développement	<ul style="list-style-type: none"> ■ Sensibilisation générale ■ Engagement face au plan national ■ Processus de planification pour réponse locale ■ Consensus concernant le besoin de nouveaux systèmes d'octroi et de ciblage de ressources

des politiques, de sorte à discuter plus ouvertement de certains aspects délicats. La répartition de toutes ces parties concernées en groupes plus petits et plus uniformes est une manière de traiter les questions délicates.

Les groupes de travail interministériels réunissent les dirigeants du MS et les décideurs d'autres branches du gouvernement, telles que le ministère des Finances (MF) et des organismes de planification. Il s'agit là de mécanismes importants pour créer un front gouvernemental uni sur des questions telles que le ciblage de services publics, le financement et la participation du secteur privé au processus de planification

de la sécurité contraceptive. Des groupes de travail internes rassemblent les principaux responsables des différents services d'un MS. Ils sont utiles pour montrer que la sécurité contraceptive est un but commun du secteur de la santé qui est important pour les services de PF/SR, au même titre que les services de soins primaires et préventifs. Ces groupes peuvent également résoudre des problèmes d'autres unités organisationnelles au sein du MS qui souvent, ne sont pas exprimés dans les réunions publiques. Les ateliers et les réunions consultatives à divers niveaux peuvent se dérouler simultanément avec d'autres forums. Ils apportent l'optique des responsables locaux au processus

de dialogue en matière de politiques. Ils sont particulièrement importants dans des pays qui ont décentralisé le pouvoir décisionnel.

La tâche ardue consiste souvent à vérifier que tous les niveaux du dialogue en matière de politiques sont intégrés à un cadre national commun traitant de la sécurité contraceptive. A cette fin, il faut notamment vérifier que les conclusions des dialogues internes au sein du gouvernement arrivent jusqu'aux forums publics plus vastes où elles peuvent être scrutées aux fins de déterminer si elles répondent aux besoins communautaires et si elles sont adéquates et acceptables.

La planification et la formulation de politiques transforment l'engagement en stratégies concrètes et réalisables

La planification est le processus itératif visant à évaluer une situation ; à fixer des buts à court, moyen et long terme ; à identifier des priorités ; à comprendre la faisabilité des options ; à connaître les ressources nécessaires pour chacune ; et à formuler des stratégies et politiques. La formulation de politiques évolue du dialogue à l'action soit en revoyant les politiques actuelles, soit en rédigeant de nouvelles. Le résultat, c'est un ensemble général de politiques qui définissent la stratégie d'un pays et un ensemble de politiques opérationnelles qui définissent les normes, directives et plans de mise en œuvre pour traduire la politique en action.

L'utilisation efficace d'informations et d'analyses fiables et à jour constitue un élément important de tous les aspects liés au processus de politique, y compris la sensibilisation, le plaidoyer, le dialogue en matière de politiques et la planification. Au stade de la planification, la même information est utilisée pour vérifier que les politiques subséquentes sont bien conçues et ont une bonne chance de produire l'effet souhaité. L'information

ENCADRÉ 5.

Pays qui adoptent des politiques de ciblage encouragent la sécurité contraceptive

Roumanie Aux fins d'équité, les étudiants, les chômeurs et les personnes à faibles revenus sont désignés explicitement comme ayant droit à des contraceptifs gratuits dans les centres du secteur public. Tous les autres doivent payer pour les contraceptifs. Le problème consiste à obtenir un financement suffisant pour appliquer la politique.

Indonésie Une campagne d'autosuffisance en planification familiale a cherché à susciter un sentiment de responsabilité personnelle chez les utilisateurs de contraceptifs pour qu'ils payent de leur poche les contraceptifs. La campagne a renforcé le rôle du secteur public au niveau de la fourniture des contraceptifs et a permis un meilleur recouvrement des coûts dans les services publics. La définition de politiques opérationnelles constantes relève d'un défi continu.

Turquie L'introduction d'un système de dons ciblés dans les centres du secteur public encourage les clients qui ne sont pas pauvres à se tourner vers le secteur privé pour leurs besoins contraceptifs. La politique a fait l'objet d'un test pilote réussi. Le système est en train d'être étendu à l'ensemble du pays.

Equateur L'ONG CEMOPLAF a des tarifs élevés pour les services dans les centres situés dans des régions non pauvres, vérifiant ainsi que la plupart des subventions sont données aux clients utilisant les centres dans des régions pauvres. La définition de politiques tarifaires soupesant d'une part les besoins de recouvrement des coûts et d'autre part, la capacité de payer des clients, relève d'un défi continu.

ENCADRÉ 6. Trois types de contextes nationaux ont une influence sur la politique de sécurité contraceptive

Contexte	Défis principaux
Dépendant de l'aide externe	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vérifier la disponibilité de ressources adéquates pour répondre à la demande ■ Encourager l'utilisation ciblée de contraceptifs donnés ■ Intégrer les services de PF et autres services de SR ■ Concevoir des interventions de politique pour encourager la participation du secteur privé ■ Coordination entre bailleurs de fonds par le gouvernement pour vérifier l'utilisation efficace de toutes les ressources
Transition	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pérenniser le programme de PF/SR ■ Engager de nouvelles ressources nationales ■ Formuler et appliquer les politiques et stratégies de ciblage ■ Supprimer les barrières, sur le plan des politiques opérationnelles, aux systèmes de logistique et de gestion ■ Identifier et supprimer les obstacles entravant la croissance du secteur privé ■ Coordination entre bailleurs de fonds pour soutenir les efforts faits par le pays pour devenir autonome
Autonome	<ul style="list-style-type: none"> ■ Maintenir la capacité de répondre à la demande ■ Définir les diverses approches au financement de contraceptifs ■ Maximiser la participation du secteur privé

et l'analyse doivent porter sur la segmentation du marché, le besoin non satisfait, les dépenses (publiques et privées) pour les produits et services de planification familiale, les besoins prévus en produits, les créneaux actuels et possibles pour les secteurs public et privé, les options de financement, les analyses juridiques et réglementaires et la volonté du client à payer. Cette information aide les planificateurs et les décideurs à comprendre la situation courante, à cerner les facteurs positifs et négatifs déterminant la situation actuelle, à évaluer les diverses options stratégiques et à formuler des politiques en vue de résoudre les problèmes existants et éventuels. Un ensemble intégral de

politiques liées à la sécurité contraceptive devrait regrouper les aspects suivants :

- rôles et responsabilités des secteurs public, des ONG et commercial en fonction de leurs marchés actuels et potentiels en reconnaissant que le secteur commercial saisit les possibilités du marché et que son rôle ne peut pas être entièrement prescrit et figé à l'avance ;
- ciblage de politiques qui encouragent l'équité, notamment désignation de groupes prioritaires qui recevront des services subventionnés, critères d'exonération des paiements des utilisateurs dans le secteur public et mécanismes visant à contrôler les moyens financiers (voir Encadré 5) ;

- besoins actuels et futurs en matière de produits et services de planification familiale ;
- sources éventuelles de financement, y compris le gouvernement, les bailleurs de fonds, le secteur privé et divers mécanismes de financement, tels que les paiements des utilisateurs, les assurances maladie et les fonds de renouvellement ; les mécanismes juridiques et réglementaires à l'appui et les structures d'incitation.
- mécanismes encourageant l'utilisation efficace des ressources existantes ; et
- politiques et directives opérationnelles traitant des barrières et appliquant les mécanismes de financement et de réglementation, les stratégies de ciblage, etc.

Récapitulatif : La priorité accordée aux aspects politiques de la sécurité contraceptive profite à tous les pays

Ce résumé d'orientation a montré que les interventions sur le plan des politiques permettent d'améliorer les perspectives de la sécurité contraceptive et il souligne l'importance d'un authentique engagement et véritable sens d'appartenance face au programme de sécurité contraceptive sur l'ensemble des secteurs d'un pays. Tous les pays trouveront que ces interventions sont avantageuses, qu'ils dépendent ou non de l'assistance externe pour les contraceptifs, qu'ils soient sur le chemin de l'autonomie ou déjà autosuffisants (voir Encadré 6). Même dans un pays entièrement indépendant, la sécurité contraceptive ne sera atteinte que si les fournitures et les services sont assurés actuellement, ainsi que dans l'avenir.

Les défis et possibilités, sur le plan des politiques, varient en fonction de l'étape et du contexte de politiques d'un pays donné. Les défis sont plus apparents dans des pays qui connaîtront prochainement une élimination progressive du soutien externe pour les produits contraceptifs. Ils sont

moins évidents et souvent ignorés dans les pays qui continueront probablement à être dépendants de produits donnés dans un proche avenir. Cependant, faisant attention à l'avance peut améliorer les perspectives à long terme de la sécurité contraceptive. Alors que les pays dépendants des sources d'aide externe cherchent à améliorer leurs systèmes de logistique et de gestion, ils peuvent également commencer à formuler des politiques qui accéléreront la transition éventuelle à l'indépendance contraceptive. Probablement que l'une des mesures les plus utiles que peuvent prendre les gouvernements consiste à vérifier que les fournitures données par le secteur public vont à ceux qui en ont le plus besoin (ciblage). La création d'un contexte de politiques favorables au partenariat à part entière du secteur public pour l'approvisionnement en contraceptifs est un autre défi que l'on peut relever sans attendre que soient supprimés les fonds des donateurs.

Un processus polyvalent faisant appel aux parties concernées de tous les secteurs est nécessaire pour atteindre les buts, sur le plan des politiques, qui encouragent la sécurité contraceptive. L'approche se fonde sur les axes suivants :

- mobiliser l'information ;
- plaider pour le changement ;
- débattre les options de politiques ;
- encourager une vaste participation à la définition des besoins du point de vue création et réforme des politiques ;
- institutionnaliser les compétences techniques et de formulation de politiques (aspects importants du fondement politique nécessaire à l'obtention de la sécurité contraceptive) ; et
- suivre l'application opérationnelle des politiques.

Il est important de noter que le processus de formulation et d'application des politiques est itératif. Des connaissances fort utiles sont acquises au fur et à mesure

Références choisies

- Agarwal, K. 1998. "Reproductive Health Case Study : Nepal." Rapport de pays. Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Cakir, V. et J. Sine. 1997. "Segmentation in Turkey's Family Planning Market." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Cross, H., K. Hardee et N. Jewell. 2001. *Reforming Operational Policies: A Pathway to Improving Reproductive Health Programs*. Document occasionnel POLICY No.7. Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Dayaratna, V., I. Zosa-Feranil, A. Stanesco, L. Marcu et C. Butu. 2001. "Operational Barriers to Implementing Contraceptive Security Policies in Romania." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Khalifa, M., S. Sharma et S. Moreland. 2001. "Issues and Strategies for Sustainability of Family Planning Service in Egypt: A Background Analysis Paper." Le Caire, Egypte : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Mallari, E., M. Sherman et W. Winfrey. 1999. "Commercial Contraceptive Marketing in the Philippines." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Mras, D.B. et A.C. Nielsen. 1998. "Segmentation of Family Planning Market in India." New Delhi, Inde : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Projet POLICY. 1998. "Contraceptive Market Analysis in Uttar Pradesh: A Synthesis and Summary of Recent Research." New Delhi, Inde : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Projet POLICY. 1999. *Networking for Policy Change: An Advocacy Training Manual*. Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Projet POLICY. 2001. "POLICY I Project : September 1, 1995 to December 31, 2000. Final Report — Cumulative Project Results by Country." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Sharma, S., W. Winfrey. et M. Marin. 2001. "A Family Planning Market Segmentation Analysis : A First Step in Operationalizing Contraceptive Policies in Romania." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Sine, J. 1999. "Case Study of Contraceptive Self-Reliance Efforts in Turkey: Prospects and Lessons Learned." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Tatar, F. et J. Sine. 2001. "Client Donations for Contraceptives : An Innovative Approach to Sustainable Financing in Turkey." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.
- Winfrey, W. et L. Heaton. 1996. "Market Segmentation Analysis of the Indonesian Family Planning Market: Consumer, Provider, and Product Market." Washington, D.C. : Projet POLICY, The Futures Group International.

que les responsables des prévisions, les spécialistes de l'achat, les gestionnaires de l'approvisionnement et le personnel chargé de la prestation des services appliquent les politiques. Une sécurité contraceptive obtenue de manière juste et équitable demande qu'un système soit mis en place pour exploiter ces connaissances et les utiliser au niveau du dialogue et de la planification de politiques. Les mesures qui encouragent la sécurité contraceptive aident un pays à pérenniser son programme de santé reproductive. Les efforts faits pour obtenir la sécurité contraceptive et la pérennisation du programme de santé reproductive

sont des processus interdépendants et complémentaires qui partagent un but commun : garantir l'accès aux produits et aux services de haute qualité pour tous ceux qui en ont besoin et qui souhaitent les obtenir. ♦

Pour de plus amples informations, prière de contacter :

Director, POLICY Project
The Futures Group International
1050 17th Street, NW, Suite 1000
Washington, DC 20036

Tel: (202) 775-9680

Fax: (202) 775-9694

E-mail: policyinfo@ffgi.com

Internet: www.policyproject.com